OCTOBRE 2026

Nathalie Peeters
Mémoire d'Auschwitz ASBL

Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50
1000 Bruxelles

Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be
info@auschwitz.be

L'histoire d'Alice Domon et Léonie Duquet, deux religieuses françaises, martyres de la dictature argentine de Jorge Rafael Videla

ANALYSE



Aux alentours du 18 décembre 1977, Alice Domon et Léonie Duquet sont emmenées par avions militaires et jetées vivantes en haute mer lors de ce que l'on a appelé « les vols de la mort ».

Aujourd'hui encore, de nombreux lieux commémorent leur mémoire comme des modèles universels de résistance face à la tyrannie du dictateur argentin Jorge Rafael Videla.



Alice Domon et Léonie Duquet, [s.d.], Fonds Negrito Martines
© Archivo de la memoria popular, Villa 20

UNE DICTATURE MILITAIRE

Le 24 mars 1976, en Argentine, une junte militaire prend le contrôle du pays en renversant la présidente Isabel Martinez de Perón, qui avait succédé à son mari Juan Domingo Perón après le décès de celui-ci d'une crise cardiaque durant son mandat. Le général Jorge Rafael Videla dirige cette junte, soutenu par le commandant en chef de la Marine Emilio Eduardo Massera et le commandant en chef des Forces aériennes Orlando Agosti. Un régime de terrorisme d'État est alors instauré, promulguant une « réorganisation nationale » fondée sur « les valeurs de la morale chrétienne ».

Pour mettre en œuvre ses réformes, ce gouvernement impose un climat de terreur : il dissout le parlement, réintroduit la peine de mort, et applique des condamnations de prison sévères aux contestataires, même lorsque ceux-ci sont pacifistes. La liberté de la presse est restreinte et la censure est activement exercée. La répression est brutale, provoquant rapidement des vagues de disparitions, principalement celles d'opposants au régime qui sont fusillés ou enlevés et emprisonnés sans procès. Ces méthodes débouchent sur la création d'environ 350 centres de détention clandestins à travers le pays. Entre 1976 et 1983, trente mille personnes disparaissent en Argentine sans laisser de traces, leurs corps étant rarement retrouvés[1].

[1] Depuis 1984 et, en particulier, grâce au cas argentin, la science forensique s'est normalisée face aux crimes de masse et sera appliquée dans le cas des génocides des Tutsi, en ex-Yougoslavie et, plus récemment, en Espagne.

LES MÈRES DE LA PLACE DE MAI

Afin d'obtenir des réponses sur le sort de leurs enfants disparus, des mères se mobilisent pour manifester publiquement. Initialement, le 30 avril 1977 à 15 h 30, elles ne sont que quatorze, mais leur nombre augmente progressivement au fil des semaines. Elles se réunissent chaque jeudi à la même heure à Buenos Aires sur la Plaza de Mayo, devant le palais présidentiel la Casa Rosada.

La police intervient pour empêcher le rassemblement et leur demande de se disperser, invoquant l'interdiction de stationner sur la place, sous prétexte d'atteinte à l'ordre public. Alors, elles contournent l'ordre et déambulent silencieusement par deux, coiffées d'un foulard blanc sur lequel est brodé le nom de leur enfant disparu et, parfois, la date de son enlèvement. Plusieurs affichent également des photos ou des panneaux personnalisés. Elles sont aujourd'hui connues sous le nom de Madres de Plaza de Mayo (Mères de la place de Mai).



Manifestation des Mères de la place de Mai
© DR

L’ARRESTATION D’ALICE DOMON ET DE LÉONIE DUQUET

Le jeudi 8 décembre 1977, une réunion a lieu à l'église de la Sainte-Croix rassemblant des Mères de la place de Mai et des militants des droits de l'Homme, lorsque des militaires sous le commandement d’Alfredo Astiz enlèvent sept personnes, dont une religieuse catholique française, Alice Domon. Astiz avait infiltré l'association en se faisant passer pour Gustavo Niño, prétendant être le frère d'un disparu. Il était en réalité un lieutenant spécialisé dans la torture qui dirigeait le commando spécial de l’École de mécanique de la Marine (ESMA) – le plus grand centre de détention et de torture pendant la dictature – administré par la marine argentine.



Façade de l'École de mécanique de la Marine
© Frédéric Crahay/Fondation Auschwitz

Sœur Léonie Duquet, amie d'Alice et membre de la même congrégation, est enlevée le 10 décembre à Ramos Mejìa, dans la banlieue ouest de Buenos Aires, sur ordre d'Astiz. Ce dernier cherchait ainsi à éliminer toute preuve de son infiltration et des enlèvements. Également détenue à l'ESMA, elle est, elle aussi, soumise à la torture pendant une dizaine de jours.

Alice écrit une lettre sous la contrainte pour faire accroire qu'elle est captive des Montoneros, des guérilleros péronistes. Les deux religieuses sont photographiées devant un de leur drapeau, tenant un exemplaire récent du journal *La Nación*, afin d'imputer l'enlèvement à ce groupe. La photo est ensuite envoyée à la presse française.
En raison de la présence des deux religieuses, ces disparitions ont un retentissement international. Le gouvernement français diligente des enquêtes, essaye de faire pression et tente de les retrouver, mais en vain.

Ce n'est qu'en mars 1995 que la vérité sur leur fin tragique éclate enfin. Un ancien officier de l'ESMA, Adolfo Scilingo, révèle qu'aux alentours du 18 décembre 1977, les deux religieuses et d'autres détenus ont été emmenés par avions militaires et jetés vivants en haute mer – après avoir reçu une injection de sédatif – lors de ce que l'on a appelé « les vols de la mort ».

« LE PLUS TRISTE SERAIT DE NE PAS S'ENGAGER ET DE NE PAS LUTTER POUR LA JUSTICE. »[2]

Alice Domon voit le jour le 23 septembre 1937 à Charquemont, dans le département du Doubs (en Franche-Comté), au sein d'une famille catholique pratiquante. Elle prononce ses vœux à l'âge de 19 ans et entre dans la Congrégation des Sœurs des Missions étrangères de Notre-Dame de La Motte.

Dans les années 1960, l'Église catholique traverse une période de grands changements qui va la transformer. Le Concile Vatican II apporte un élan de modernisation qui provoque une remise en question des traditions établies. Des religieuses et des prêtres choisissent de quitter le confort des couvents pour se confronter au contact direct des réalités et lutter désormais « sur le terrain » contre la pauvreté et l'injustice.
Alice a une vocation de missionnaire. Sa congrégation l'envoie en Argentine en 1967, elle est âgée de 30 ans. Elle intègre une communauté religieuse à Morón, une zone industrielle à une vingtaine de kilomètres de Buenos Aires. Elle y enseigne le catéchisme à des enfants en situation de handicap. Elle est assignée au groupe dirigé par le Père Ismaele Calcagno, le cousin de l'épouse de Jorge Rafael Videla. Alice et Léonie rencontrent Videla quand il sollicite leur aide pour son fils Alejandro, un enfant handicapé qu'elles prennent en charge. Elles se consacrent aussi pleinement au travail social dans les bidonvilles afin de venir en aide aux plus démunis. Par la suite, elles choisissent de s'engager dans des organisations de défense des droits humains et soutiennent activement les Mères de la place de Mai en participant aux recherches des premières personnes disparues et en rédigeant des pétitions.

[2] Extrait de la dernière lettre envoyée par Alice à sa famille en novembre 1977. Elle a été éditée dans Diana Beatriz Vinoles, *Lettres d'Alice Domon. Une disparue d'Argentine*, Paris, Karthala, 2016.



Alice Domon et Léonie Duquet
© DR

Léonie, quant à elle, naît le 9 avril 1916 à Longemaison (Doubs) et rejoint en 1936 la Congrégation des Sœurs des Missions étrangères de Notre-Dame de La Motte. Elle prononce ses vœux en 1939, puis de nouveau en 1945. Elle arrive en Argentine en 1949 à l'âge de 33 ans et commence à travailler dans une clinique privée à Córdoba où elle obtient un diplôme d'infirmière, puis enseigne le catéchisme au collège du Sacré-Cœur à Castelar, une ville située dans le district de Morón.

Durant cette époque de dictature, l'Église en Argentine se divise en deux univers distincts : d'un côté, une haute hiérarchie cléricale ultraconservatrice qui choisit la complicité ou le silence face à la junte de

Videla pour soi-disant « défendre la civilisation chrétienne » ; de l'autre, une Église du peuple. Le régime militaire affirme que toute personne défendant les pauvres ou cherchant les personnes disparues est un agent du communisme. Parce qu'elles soutiennent les opprimés, Alice et Léonie sont donc cataloguées par l'État comme des subversives à éliminer. À aucun moment, leurs actions ne sont pourtant politiques. Mais pour le régime dictatorial, le fait de se dévouer au service des pauvres et des opprimés n'est pas perçu comme un acte de miséricorde, mais comme un geste révolutionnaire.

Il faut attendre 2025 pour que les restes de Léonie soient identifiés par une équipe de médecins légistes argentins. Son corps a été enterré pendant 28 ans comme personne non identifiée au cimetière General Lavalle, dans la province de Buenos Aires. Elle repose maintenant dans le jardin de l'Église Santa Cruz. La dépouille d'Alice, elle, n'a jamais été retrouvée.

De nombreux lieux célèbrent et honorent aujourd'hui la mémoire d'Alice et de Léonie : en 2000, une place de Buenos Aires a été baptisée « Hermana Alice Domon y Hermana Leonie Duquet », et, chaque année le 8 décembre, une cérémonie de commémoration est organisée à l'église Santa Cruz et à l'église Sainte-Croix à San Cristóbal, en mémoire des Mères de la place de Mai et des deux religieuses.
Leurs deux noms sont gravés sur le mur du Mémorial du Parque de la Memoria à Buenos Aires, un monument dédié aux milliers de victimes de la dictature argentine. À l'autre bout du monde, à Paris, une rue du 13e arrondissement est baptisée en leur mémoire. À Charquemont, un mémorial a été érigé avec une stèle rendant hommage à Alice et Léonie et des événements sont organisés en leur honneur chaque année dans leur village natal.



© Gentileza Parque de la Memoria – Monumento a las Víctimas del Terrorismo de Estado

Ces célébrations témoignent de l'influence qu'elles exercent toujours sur les générations actuelles. Elles incarnent des modèles universels de résistance face à la tyrannie, à l'heure où le Président d'extrême droite Javier Milei et sa vice-présidente Victoria Villarruel tiennent des propos révisionnistes, remettant en cause le nombre de disparus et essayant de manipuler la mémoire historique afin de réécrire cette page sombre de l'histoire de l'Argentine.

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.
À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.
Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.